

**CONSEIL COMMUNAUTAIRE**  
*RELEVÉ DE CONCLUSIONS*

LUNDI 19 NOVEMBRE 2012 A **20H00**  
*Domaine de la Colombière – Commune de Moissieu sur Dolon*

- ♦ **FINANCES** – Rapporteur : Philippe MIGNOT
  - 1- Décisions modificatives n°2 – budget général
  - 2 – Option TVA pour l'opération DUMG (frères Durand)
- ♦ **ENVIRONNEMENT**– Rapporteur : Claude NICAISE
  - 3 – Redevance incitative – facturation des dépôts sauvages
- ♦ **BATIMENTS – DEFENSE INCENDIE** – Rapporteur : Jean Paul MONTAGNIER
  - 4 – Centre administratif – avenants aux marchés de travaux
  - 5 – Bâches incendie – convention d'utilisation d'une parcelle
- ♦ **COMMANDE PUBLIQUE** – Rapporteur : Marie Claire BAULE
  - 6 – Marché des déchets ménagers spéciaux
  - 7 – Marché des bennes gros objets
  - 8 – Marché des déchets d'activité de soins à risques infectieux
- ♦ **TOURISME**– Rapporteur : Mireille BOUVIER
  - 9 – Camping – tarifs 2013
- ♦ **ADMINISTRATION GENERALE** – Rapporteur : Christian NUCCI
  - 10 – Planning bureaux et conseils communautaires 2013
- ♦ **Questions orales**

*Claude NICAISE accueille les membres du conseil communautaire et excuse l'absence de Christian NUCCI.*

*La parole est ensuite donnée à Christian FANJAT, maire de Moissieu sur Dolon, lequel souhaite la bienvenue et remercie les exploitants du Domaine de la Colombière de leur accueil au sein de leur établissement pour le déroulement de cette séance.*

*Monsieur CORDURIE se présente aux membres du Conseil et explique qu'il a repris le Domaine début mai. Le bilan de la saison est assez positif notamment grâce aux séminaires.*

*Monsieur CORDURIE précise qu'il ne peut à ce jour définir de projets à court et moyen terme, car la reprise est trop récente et il s'agit surtout de relancer l'activité. Aucun aménagement n'est prévu, hormis les différentes mises aux normes.*

*Il informe également qu'une fermeture annuelle d'un mois est prévue en février.*

*Le Domaine a conservé l'ensemble du personnel, ce qui correspond à environ 7 temps plein à cette période et 11 en été, auxquels s'ajoutent des extras.*

*Le second de cuisine travaille d'ailleurs en extras jusqu'à mars, puis il sera embauché. Il sera donc peut-être nécessaire d'ouvrir le dimanche afin de faire tourner un peu plus l'activité, mais tout cela est en cours de réflexion.*

*Claude NICAISE propose que Monsieur CORDURIE fasse un mailing aux mairies afin de faire part des menus et se faire connaître.*

*Monsieur CORDURIE finit sa présentation en précisant qu'il travaille depuis 20 ans dans l'hôtellerie et qu'il envisage plusieurs possibilités afin de relancer l'activité : démarchage auprès des entreprises pour des séminaires, séjours à thème, séminaires de loisirs, développer le restaurant ...*

*Les membres du Conseil remercient Monsieur CORDURIE de sa présentation et Claude NICAISE donne lecture du compte rendu de la dernière séance, lequel ne soulève aucune observation.*

Monsieur Bernard GUILLOT souhaite cependant savoir si le Président a vérifié la légalité de la procédure pour l'opération de Jarcieu avec HPR et l'opération comptable, question à laquelle Serge EMPTOZ répond que l'opération peut effectivement se poursuivre en ce sens.

L'ordre du jour est ensuite abordé.

## I – Finances

RAPPORTEUR : Philippe MIGNOT

### • Décisions modificatives n°2 – budget général

Il est proposé les décisions modificatives suivantes :

#### Fonctionnement

Article		Dépenses	Recettes
<b>Administration</b>			
01-66112	ICNE	24 000 €	
020-022	Dépenses imprévues	- 27 000 €	
<b>Contrat enfance - jeunesse</b>			
522-74718	Subvention cohésion sociale		3 000 €
<b>Cinéma</b>			
314-752	Loyers		2 000 €
<b>Bâtiment Salvat</b>			
01-66112	ICNE	8 000 €	
<b>TOTAL</b>		<b>5 000 €</b>	<b>5 000 €</b>

#### Investissement

Article		Dépenses	Recettes
<b>Administration</b>			
020-024	Remboursement parts sociales		811 €
020-2183	Matériel informatique	811 €	
<b>Voirie intercommunale</b>			
822-45818	Convention sous mandat Pommier de Beaurepaire	24 000 €	
822-45828	Convention sous mandat Pommier de Beaurepaire		24 000 €
<b>Commerce de Jarcieu</b>			
94-2132	Immeuble de rapport	320 000 €	
94-2313	Travaux	- 320 000 €	
<b>Durand mécanique générale</b>			
93-2132	Immeuble de rapport	332 000 €	
93-1641	Emprunt		332 000 €
<b>TOTAL</b>		<b>356 811 €</b>	<b>356 811 €</b>

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **Option TVA pour l'opération DUMG (Frères Durand)**

En vertu de l'application de l'article 260 A du Code général des impôts, toute opération commerciale est soumise à la taxe sur la valeur ajoutée.

L'opération DUMG ayant un caractère commercial et sur laquelle la Communauté de Communes va percevoir des loyers, elle ne peut bénéficier du Fonds de Compensation de la TVA.

Aussi, afin de récupérer le montant de la TVA sur cette opération, il est nécessaire de faire une demande expresse auprès du Centre des Impôts.

Il convient donc de prendre une délibération afin de pouvoir opter pour l'assujettissement à la TVA pour l'opération DUMG.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## **II – ENVIRONNEMENT**

RAPPORTEUR : Claude NICAISE

- **Redevance incitative – facturation des dépôts sauvages**

Depuis janvier 2011, la Communauté de Communes a instauré la redevance incitative en proposant ainsi :

- la collecte des ordures ménagères sur toutes les communes une fois par semaine
- un ou plusieurs apports volontaires par commune avec trois conteneurs de tri (emballages ménagers, journaux / magazines / revues, verre)
- accès aux déchetteries de Montseveroux et de Beaurepaire
- etc ..

Malgré ces services, de nombreuses incivilités ont été constatées, notamment par les dépôts sauvages près des points d'apport volontaire.

Ces dépôts sauvages portent atteinte à l'environnement et engendrent des frais financiers aux communes et à la Communauté de communes par leur nettoyage et enlèvement.

Il est donc proposé de facturer les frais d'évacuation de ces dépôts illicites aux contrevenants, lorsque ceux-ci seront identifiés et selon les critères suivants :

Sont considérés comme dépôts illicites tous dépôts :

- aux pieds des points d'apport volontaires
- devant le portail d'entrée des déchetteries intercommunales
- hors d'un bac normalisé muni d'une puce électronique

Le tarif forfaitaire pour l'enlèvement des objets déposés illicitement sera de 75 €. Ces frais tiennent compte des frais de personnels et des frais de véhicules.

Ce tarif forfaitaire sera de 75 € et intégré dans la grille tarifaire de la redevance incitative.

Type	Part fixe total / type de bac Annuelle	Part variable OM A l'unité	Part variable déchetterie par accès	Forfait dépôts illicites
OM 40 L	57,86 €	1,21 €		
OM 80 L	69,13 €	2,41 €		
OM 120 L	80,42 €	3,62 €		

OM 140 L	86,05 €	4,22 €		
OM 180 L	97,34 €	5,42 €		
OM 240 L	114,26 €	7,23 €		
OM 360 L	148,10 €	10,85 €		
OM 660 L	232,71 €	19,89 €		
Sacs estampillés CCTB 80 L		4,00 €		
Déchetterie pour les professionnels et pour les particuliers à partir du 13 <sup>ème</sup> passage			7,69	
Forfait pour dépôts illicites				75 €

<b>Habitat collectif disposant des bacs collectifs</b>		
<b>Type</b>	<b>Part fixe totale / type de bac Annuelle</b>	<b>Part variable OM A l'unité</b>
180 L	70,53 €	5,42 €
240 L	82,66 €	7,23 €
360 L	90,71 €	10,85 €
660 L	110,86 €	19,89 €

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

### **III – BATIMENTS**

RAPPORTEUR : Jean Paul MONTAGNIER

- **Centre administratif – avenants aux marchés de travaux**

Dans le cadre de ces travaux de réhabilitation, des travaux complémentaires d'éclairage extérieur du parking ouest et sud, ainsi que des travaux complémentaires pour commande centralisée des brises soleil extérieurs ont été demandés par la Communauté de Communes.

Il est donc nécessaire de délibérer sur ces avenants aux marchés de travaux.

<b>Lot</b>	<b>Entreprise</b>	<b>Marché initial HT</b>	<b>Avenant HT</b>	<b>%</b>	<b>Nouveau marché HT</b>	<b>observations</b>
03 – Menuiseries extérieures bois aluminium, brise soleil	PROPONNET	229 963,00 €	3 621,00 €	1.57	233 584,00 €	Commande centralisée brises soleil
10 – Electricité, courants faibles	POIPY	228 638,30 €	24 972,00 €	10.92	253 610,30	Eclairage parking ouest et sud

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : MAJORITE – 2 CONTRE

- **Bâches incendie – convention d'utilisation d'une parcelle**

Dans le cadre de la compétence de la Communauté de Communes en matière de défense incendie, le conseil communautaire a autorisé le Président à signer toute convention d'utilisation d'un point d'eau dans le but d'avoir des réserves d'eau contre l'incendie.

Toujours dans le même ordre d'idée, il est désormais proposé d'autoriser le Président à signer toute convention avec les collectivités ou personnes privées concernées, pour l'utilisation d'une parcelle de terrain afin d'y installer des bâches incendie.

Il est demandé à l'assemblée d'autoriser le Président à signer toute convention d'utilisation de parcelle de terrain pour permettre l'implantation de bâches incendie.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

#### **IV – COMMANDE PUBLIQUE**

RAPPORTEUR : Marie Claire BAULE

Les marchés des déchetteries, arrivant à terme au 31 décembre 2012, des consultations ont été lancées le 8 octobre 2012 pour les déchets ménagers spéciaux, les bennes gros objets et les déchets d'activité de soins à risques infectieux.

Il est proposé à l'assemblée de délibérer sur la proposition de la commission des marchés publics réunie à cet effet le 8 novembre courant.

- **Marché des déchets ménagers spéciaux**

Pour le marché des déchets ménagers spéciaux, il est proposé de retenir l'entreprise SARPI pour un montant de marché de 19 024, 05 € HT/ an et ce sur 2 ans.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **Marché des bennes gros objets**

Pour le marché d'enlèvement, transport et traitement des bennes gros objets, il est proposé de retenir l'entreprise ARC EN CIEL pour un montant de marché de 64 273,00 € HT/an et ce sur 2 ans.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **Marché des déchets d'activité de soins à risques infectieux**

Pour le marché des déchets d'activité de soins à risques infectieux il est proposé de retenir l'entreprise ONYX VEOLIA sur 2 ans.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

#### **V – TOURISME**

RAPPORTEUR : Mireille BOUVIER

- **Camping**

Il est proposé d'augmenter les tarifs de location du mobilhome et de permettre sa location du 1<sup>er</sup> juillet au 31 août.

La grille tarifaire sera donc désormais :

	<b>Tarifs</b>
<b>TENTES ET CARAVANES</b>	
<b>Nuité</b> (1 personne + emplacement tente ou caravane + 1 véhicule)	6,00 €
<b>Nuité</b> (2 personnes + emplacement tente ou caravane + 1 véhicule)	10,00 €
Consommation électrique à la prise (10A)	3,00 €/ jour
<b>Forfait au mois</b> (2 personnes + emplacement tente ou caravane + 1 véhicule et hors électricité) Pour un séjour de 3 semaines : au prorata du tarif mois Consommation électrique	150,00 € avril/juin et septembre/octobre 170,00 € juillet/août 3,00 €/jour
<b>Forfait saison</b> (2 personnes + emplacement tente ou caravane + 1 véhicule, hors électricité) D'avril à septembre inclus Consommation électrique	800,00 €  3,00 €/jour Forfait saison caravane : 250,00 €
<b>LOCATION DU MOBIL HOME (CCTB)</b>	
<b>Location à la semaine</b> (4 personnes + terrasse aménagée + climatisation réversible + hors électricité)  Consommation électrique (selon comptage) Location lit pliant bébé Acompte	<b>220 €/semaine (1<sup>er</sup> juillet au 31 août)</b> <b>190 €/semaine (reste de la saison)</b> 0,30 €/KwH 5 €/semaine 100 €
<b>Location pour le week end</b> En avril – mai – juin – septembre et octobre	30 € /nuit
<b>Caution pour tous</b>	300 €
<b>Ménage</b>	Forfait de 25 €
<b>LOCATION POUR MOBIL HOME (propriétaires privés)</b>	
Supplément emplacement grand confort (eau + assainissement) pour mobil home	Forfait saison 400,00 €
<b>PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES POUR TOUS</b>	
Jeton machine à laver	2,00 €
Supplément : adultes (à partir de 7 ans)	3,00 €
Enfant (de 2 à 7 ans)	1,50 €
Enfant (moins de 2 ans)	gratuit
Supplément voiture (pour les non résidents)	Plus de voiture acceptée
Garage mort (voiture ou installation)	4,00 €
Animaux	0,50 €
Groupe	3,00 €
Caution badge entrée/sortie	20,00 €
Hivernage	120,00 €

Le camping sera ouvert du 1<sup>er</sup> avril au 20 octobre 2013.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## **VI – ADMINISTRATION GENERALE**

### **• Planning des bureaux et conseils communautaires 2013**

Rappel des dates et lieux de réunions pour l'année 2013 :

<b>Bureau : 18h30</b>		<b>Conseil : 20h00</b>	
Lundi 14 janvier	Monsteroux Milieu	Lundi 28 janvier	Monsteroux Milieu
Lundi 11 février	Revel Tourdan	Lundi 25 février	Revel Tourdan
Lundi 11 mars	Primarette	Lundi 25 mars	Primarette
Lundi 8 avril	Pommier de	Lundi 22 avril	Pommier de

	Beaurepaire		Beaurepaire
Lundi 13 mai	Pact	Lundi 27 mai	Pact
Lundi 10 juin	Saint Barthélémy	Lundi 24 juin	Saint Barthélémy
Lundi 8 juillet	Pisieu	Lundi 22 juillet	Pisieu
Lundi 9 septembre	Saint Julien de l'Herms	Lundi 23 septembre	Saint Julien de l'Herms
Lundi 7 octobre	Beaurepaire	Lundi 21 octobre	Beaurepaire
Lundi 4 novembre	Bellegarde Poussieu	Lundi 18 novembre	Bellegarde Poussieu
Lundi 2 décembre	Chalon	Lundi 16 décembre	Chalon

## INFORMATION

\*\*\*

### **QUESTIONS ORALES**

- Maison de sante pluridisciplinaire

Il est rappelé à l'assemblée que les élus ont accepté l'idée de création d'un pôle santé. Une réunion à ce sujet s'est tenue en juillet avec le Conseil général et les médecins et à laquelle les maires n'ont pu participer. Depuis plusieurs autres réunions ont eu lieu. Certains médecins ont informé leur commune d'implantation qu'ils réfléchissaient à une éventuelle intégration à ce pôle santé.

La Communauté de Communes est donc interpellé par rapport aux échos qui parviennent aux élus sur le fait de voir peut-être disparaître les médecins installés dans les communes et de n'avoir aucune information sur l'état d'avancement de ce projet.

L'initiative de la création d'un pôle santé relève du Conseil général qui a les aides financières. Les médecins et autres structures médicales doivent se réunir en association afin de pouvoir faire avancer le dossier. Pluralis devra alors faire un chiffrage et une concertation avec la Communauté de Communes pourra alors se faire.

L'objectif n'est pas de retirer les médecins de leur lieu actuel d'implantation mais de favoriser l'arrivée de nouveaux médecins et services médicaux dans un nouveau local, la maison médicale actuelle n'étant pas aux normes d'accessibilité.

Tant que les approches chiffrées et techniques nécessaires ne sont pas apportées, la Communauté de Communes ne peut intervenir.

Les acteurs locaux qui auront la main sur ce projet.

\*\*\*